

La Quête Continue



Après avoir étudié la croissance pendant des décennies, que peuvent dire les théoriciens de l'économie aux praticiens?

Lant Pritchett

*Me voilà donc, à mi-chemin, ayant eu vingt années —
Vingt années largement gâchées, les années de l'entre-deux-guerres —
Tentant d'apprendre à faire usage de mots, et chaque essai
Est un départ tout à fait neuf, et un genre d'échec différent
Parce qu'on n'apprend à l'emporter sur les mots
Que pour la chose qu'on n'a plus guère à dire, ou la manière
Dont on n'est plus disposé à la dire.
T.S. Eliot, Quatre Quatuors*

La théorie moderne de la croissance, qui s'appuie sur le modèle Harrod-Domar, est née en 1956 avec les travaux célèbres de Robert Solow et fêtera ses 50 ans cette année. Même la «nouvelle» théorie de la croissance, que l'on doit à Paul Romer, a aujourd'hui plus de 20 ans. Comment se fait-il que le poème de T.S. Eliot pourrait avoir été écrit par de nombreux économistes, en remplaçant simplement, au prix certes d'une ineptie poétique, le terme «mots» par «études sur la croissance»? Faisons un bref tour d'horizon des travaux sur la croissance, que nous diviserons en trois parties : la théorie (hier et aujourd'hui), les études empiriques (sur le court et le long terme) et les perspectives envisageables. Tout au long, le leitmotiv sera la tension entre la logique de l'universitaire et les besoins des praticiens. En règle générale, les décideurs ou conseillers du secteur public, qu'ils soient technocrates ou issus du monde politique, veulent savoir ce qu'ils peuvent attendre de mesures concrètes (sans se limiter forcément à des politiques générales) pendant le laps de temps qui les intéresse. Si tel est le but des travaux sur la croissance, la quête est loin d'être terminée.



Théorie de la croissance : hier et aujourd'hui

La théorie de la croissance (au sens où nous l'entendons) n'a aucune utilité particulière pour l'économie du sous-développement, et les pays sous-développés n'ont pas joué un grand rôle dans son élaboration.

John Hicks, Capital et croissance, 1965

Après des dizaines d'études remarquables sur la «nouvelle théorie de la croissance» (et des milliers de travaux d'amateurs), il est difficile de faire renaître l'enthousiasme que la «croissance endogène» avait suscité parmi les universitaires et les praticiens au début des années 80. À l'époque, la théorie de la croissance était encore dominée par le modèle de Robert Solow, aujourd'hui rebaptisé modèle de «croissance exogène», et marquait obstinément le pas. En 1971, Solow écrivait que tout ce qu'on pouvait dire avec son modèle avait été dit. Et ce qui avait été dit, ce n'était pas que rien ne pouvait être affirmé avec certitude, mais que, avec certitude, rien ne pouvait être dit par le modèle. Dans ce modèle (et toutes ses variantes), les taux de croissance d'équilibre ou de stabilité de la production par habitant étaient déterminés par le progrès technique, mais ces modèles, *tels qu'ils étaient construits*, ne pouvaient rien dire de ce qui déterminait le progrès technique. C'est là un point qui est souvent mal compris et qui, pourtant, est important pour comprendre à quel point les économistes se sentaient désemparés et pourquoi ils ont accueilli la nouvelle croissance avec un tel enthousiasme.

Le modèle de Solow ne partait pas du principe que le progrès technique était exogène, c'est-à-dire déterminé par des facteurs extérieurs au modèle. Il reposait au contraire sur les hypothèses nécessaires pour obtenir un modèle d'économie caractérisée par un équilibre dynamique, autrement dit une évolution tendancielle autour de laquelle l'économie se stabilisera à long terme. Ces hypothèses ont pour corollaire que le progrès technique doit être extérieur au modèle. Le problème technique vient de ce que les hypothèses nécessaires pour obtenir un modèle d'équilibre ont pour implication que le paiement des facteurs de production habituels — travail et capital — absorbe la totalité de la production. Il ne reste rien pour payer les entrepreneurs ou les innovateurs. Or si les innovateurs ne peuvent pas être payés du tout au niveau d'équilibre (compte tenu des hypothèses qui sous-tendent le modèle), alors rien, aucune action des pouvoirs publics, ne peut influencer les incitations à innover. Il était depuis longtemps problématique de concilier l'innovation économique calculée qui engendre une plus grande productivité de tous les facteurs (on sait que ce type d'innovation existe et qu'elle fonde le succès du capitalisme) avec des modèles économiques formels (capables de rendre compte de façon satisfaisante de ce phénomène). Joseph Schumpeter et Frank Knight avaient clairement reconnu l'existence du problème; l'algèbre et la présentation limpides de Solow l'ont simplement fait apparaître avec plus de clarté.

Vers 1980, les meilleurs modèles macroéconomiques posaient que les politiques économiques nationales pouvaient influencer le niveau des revenus, mais pas la croissance en état stable. Dans le même temps, l'analyse microéconomique des réformes sectorielles, par exemple dans le domaine du commerce, des privatisations et des finances, produisait des estimations des effets des changements de politique sur le niveau du revenu qui ne représentaient en général qu'une faible proportion du PIB. Ce mariage, entre une théorie macroéconomique selon laquelle les taux de croissance à long terme sont déterminés par un progrès technique indépendant des politiques économiques nationales et une théorie microéconomique selon laquelle les réformes ne peuvent produire que de faibles gains d'efficacité, était stable mais de moins en moins heureux. La stabilité venait de ce que les résultats macroéconomiques et microéconomiques n'étaient pas des «hypothèses», mais déterminés techniquement par les approches analytiques dont ils découlaient.

C'est sur ce mariage malheureux que sont venus se greffer les nouveaux modèles de croissance. L'une des raisons pour lesquelles le mariage était malheureux était entièrement de nature technique et inhérente à la science économique : les économistes ne pouvaient-ils pas produire un modèle conjuguant innovation calculée et état stable? Romer (1983) a mis à profit le progrès des techniques de modélisation de l'équilibre «non compétitif», dans lequel le paiement des facteurs n'absorbe pas la totalité de la production, pour élaborer de nouveaux modèles où c'est l'inverse qui est vrai. Dans cette nouvelle catégorie de modèles, étant donné que l'innovation pouvait être déterminée par les incitations, les politiques économiques nationales pouvaient influencer non seulement le niveau de revenu, mais aussi les taux de croissance en état stable, c'est-à-dire les taux à très long terme.

La deuxième raison du mariage malheureux entre macroéconomie et microéconomie était d'ordre extérieur : il ne parvenait pas à expliquer des réalités évidentes (par exemple, que les niveaux de revenu différaient par ordre de grandeur), ni à éclairer les praticiens. C'est ainsi que l'esprit (sinon la rigueur technique) des nouveaux modèles de croissance a vite imprégné le monde des décideurs qui pouvaient ainsi justifier les réformes en fonction de leurs effets sur la croissance. L'ajustement structurel en tant que réaction à un choc économique négatif reposait sur la notion qu'il fallait rétablir la stabilité macroéconomique à court terme et relever les taux de croissance, dans la perspective d'une forte augmentation du revenu après le choc et après la stabilisation.

Les nouveaux modèles de croissance continuent d'influencer la logique interne de la science économique, mais leur utilisation explicite par les décideurs des pays en développement n'a pas tardé à montrer ses limites. Presque tous les aspects des modèles de croissance de première génération allaient à l'encontre des besoins de ces décideurs. Les nouvelles études sur la croissance s'intéressaient essentiellement au très long terme et aux incitations nécessaires pour repousser la frontière technologique, préoccupations assez éloignées de celles des pays en développement dont le principal souci était de rétablir la croissance à court et moyen terme et d'accélérer le rattrapage



technologique en adoptant les innovations connues. En définitive, non seulement Hicks avait raison quand il parlait de l'inutilité de la nouvelle croissance pour les «pays sous-développés», mais il faisait preuve d'anticipation.

Travaux empiriques : court et long terme

Je viens juste d'effectuer quatre millions de régressions de croissance.

Xavier Sala-i-Martin

Il y a le même rapport entre la nouvelle théorie de la croissance et les travaux empiriques sur la croissance qu'entre la foudre et un incendie de forêt. La foudre peut provoquer le feu, mais la direction et la force du feu dépendent non de son origine, mais de l'état de la forêt. La nouvelle théorie de la croissance a légitimé une certaine orientation du travail empirique — dont les régressions de croissance —, axée sur les corrélats des taux de croissance nationaux, qui a perduré bien après que soit éteinte l'étincelle qui l'avait fait naître. En fait, aujourd'hui, presque toutes les régressions de croissance, si elles placent la croissance de la production à gauche en tant que variable à expliquer, sont arithmétiquement équivalentes aux régressions sur les niveaux de revenu qui ne s'appuient pas du tout sur la nouvelle théorie de la croissance. Il est vrai que, du point de vue des décideurs, cela n'a aucune importance. Pour eux, l'important est de savoir quelles mesures prendre pour accélérer la croissance pendant la période qui les intéresse. La réponse ne dépend aucunement du fait que l'impact sur la croissance est un gain en état stable (et, partant, un impact quantitatif infiniment grand sur le niveau du revenu), ou simplement un impact assez marqué sur les niveaux de revenu pour accélérer la croissance.

En évoluant, les régressions de croissance se sont orientées vers le court terme (en utilisant des techniques de régression sur données de panel) ou vers le long terme (ce qui ramène aux régressions sur le niveau de revenu, qui est après tout la même chose que le taux de croissance le plus durable possible). Examinons les unes et les autres séparément.

Régressions de croissance : le court terme. Les régressions de croissance se sont révélées très utiles pour approfondir l'examen des corrélats de la croissance à moyen et à long terme. Partant des régressions initiales sur des coupes transversales de taux de croissance sur 20 à 30 ans et basées sur la méthode des moindres carrés, en passant par l'utilisation plus récente de données en panel de taux de croissance sur 5 à 10 ans jointe à des techniques

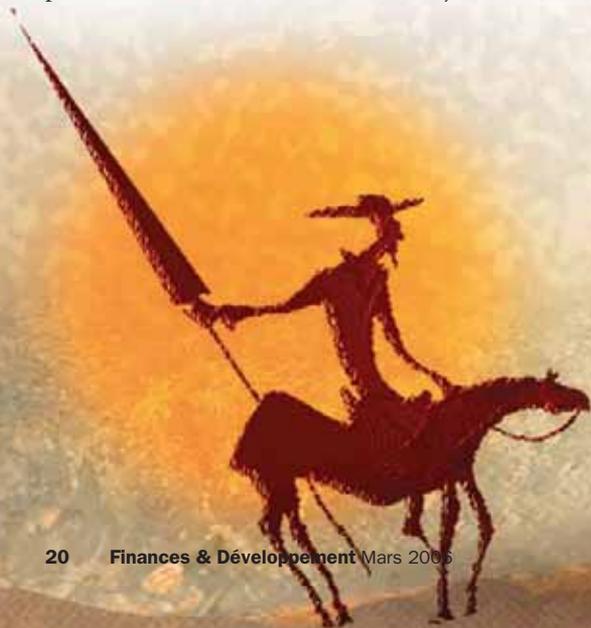
d'estimation plus pointues, les études sur les régressions de croissance ont enrichi les connaissances sur les corrélats de la croissance avec diverses variables touchant ou non à l'action des pouvoirs publics. Pourtant, en définitive, en tant qu'outil destiné à guider les praticiens, les régressions ont subi cinq atteintes qui, sans être mortelles, les ont bien affaiblies.

Premièrement, *les régressions de croissance n'ont jamais réglé de façon satisfaisante le problème «symptômes contre syndromes»*. Elles ont permis d'établir un rapport entre certaines variables empiriques observables («symptômes») et la croissance, mais n'ont que rarement fait le lien de façon convaincante entre ces relations constatées et des recommandations spécifiques sur la manière de traiter les causes profondes des symptômes. Par exemple, supposons que l'on constate qu'une prime élevée sur le marché noir est associée à un ralentissement de la croissance. Cela indique-t-il que la politique commerciale était mal conçue, qu'il y avait des déséquilibres macroéconomiques ou que le pays n'a pas été capable de surmonter une évolution défavorable des échanges? Ou bien est-ce simplement un signe de dysfonctionnement généralisé? Ainsi, même s'il est clair qu'un aspect de la politique commerciale du pays a influé sur la croissance et engendré un syndrome de repli sur soi regrettable, deux décennies après le début de la libéralisation du commerce, des experts éminents continuent de se demander de quel aspect exactement il s'agit et comment y remédier.

Deuxièmement, *le sentiment général est que les régressions de croissance produisent des estimations des gains tirés de la réforme économique dont l'ordre de grandeur est supérieur aux estimations microéconomiques de ces gains, sans explication économique particulièrement convaincante*. Comme les théoriciens du commerce tels que T.N. Srinivasan et Jagdish Bhagwati n'ont cessé de le faire remarquer, il était discutable, pour justifier les réformes commerciales, de se fonder sur les régressions de croissance plutôt que sur l'assise théorique et les observations empiriques plus solides qui sous-tendaient déjà ces réformes. Quel que soit le domaine (commerce, impôts et dépenses, finance...), les études sur les régressions de croissance ont beaucoup de mal à concilier résultats micro- et macroéconomiques.

Troisièmement, *les régressions de croissance rendent difficilement compte des énormes différences entre pays*. Établir une corrélation entre la production économique et une variable, par exemple la corruption, *en moyenne* pour plusieurs pays n'est qu'un tout premier pas. L'effet est-il proportionnel à la corruption mesurée? Ou bien le lien est-il différent? L'effet est-il plus marqué dans les démocraties que dans les autres régimes? Dans les pays pauvres que dans les pays riches? Dans les pays plus ouverts que dans les pays moins ouverts? En réalité, la régression de croissance n'est qu'une approximation qui indique l'effet moyen de la corruption, mais sans fournir l'information dont les décideurs ont vraiment besoin, à savoir son effet spécifique dans un pays particulier. Cette incapacité de rendre compte clairement des différences entre pays a entraîné des résultats différents pour certains facteurs de croissance (par exemple l'orientation extérieure du pays) suivant l'échantillon, la période, la technique et les autres variables utilisés, d'où un scepticisme général quant à la fiabilité de toutes les régressions de croissance.

Quatrièmement, *les régressions ne peuvent pas prédire les tournants — accélération ou ralentissement de l'activité —* alors que, on le sait, la croissance des pays en développement subit bel et bien des variations. La régression de croissance arrive beaucoup mieux à identifier les facteurs qui déterminent la





croissance à long terme (30 ans au moins) qu'à très court terme. Cela tient en partie au fait que la volatilité à court terme d'un grand nombre de ces facteurs est tout simplement trop faible pour expliquer les fluctuations de la croissance. Par exemple, tout le monde sait que le capital humain joue un rôle essentiel dans le développement à long terme, mais il évolue si lentement qu'il peut expliquer, tout au plus, 1 % des différences de taux de croissance entre pays sur cinq ans. Comme le montre une étude récente des périodes d'accélération de la croissance, très peu d'accéléérations sont associées à des périodes de réforme, et inversement (Hausmann, Rodrik, and Pritchett, 2004).

Cinquièmement, et c'est peut-être ce qu'il y a de plus décevant, certains estiment (sentiment peut-être injuste mais largement répandu) que *les régressions de croissance n'ont aidé les décideurs à anticiper ni les déceptions ni les surprises des années 90* (Banque mondiale, 2005). De quelles déceptions s'agit-il?

- La gravité et l'intensité des crises financières nationales et internationales qui ont traversé l'Asie de l'Est, en frappant les pays considérés jusque-là comme des «miracles» de croissance — la Corée, l'Indonésie et la Thaïlande. À cela s'ajoute l'implosion financière et économique de l'Argentine après l'effondrement de son régime de convertibilité. (Il est peut-être injuste de demander à la théorie de la croissance de prévoir les crises, mais le fait que des pays qui obtenaient de si bons résultats en terme de croissance ont subi des chocs aussi forts a été une désagréable surprise.)

- La durée, la profondeur et la gravité des récessions qu'ont connues pendant leur transition les anciens pays socialistes d'Europe orientale et de l'ex-Union soviétique.

- Les effets très limités des réformes sur la croissance, surtout en Amérique latine.

- La stagnation persistante en Afrique subsaharienne, la rareté des cas de réussite et la dissipation apparente de l'optimisme qu'avait suscité la «Renaissance africaine» — ce qui a entraîné une certaine résistance aux réformes, réelles ou seulement annoncées.

Mais il y a eu aussi des surprises agréables : des exemples de croissance rapide et soutenue, en particulier en Chine, en Inde et au Vietnam, la nette amélioration des indicateurs non économiques du bien-être (surtout en ce qui concerne l'éducation de base et la santé des enfants) malgré la faiblesse de la croissance dans certains cas, et la résistance de l'économie mondiale à des tensions diverses.

Institutions et niveaux de production : le long terme. Certains travaux importants sur la croissance économique sont revenus sur les facteurs qui déterminent le niveau de production. Après tout, puisqu'à un moment suffisamment lointain de l'histoire, voire de la préhistoire, la production par habitant de tous les pays était à peu près la même, on peut dire que leur niveau de production actuel est aussi une estimation de leur taux de croissance à très long terme. Ces travaux, qui ont commencé avec une série d'études majeures — Hall and Jones (1999), Engerman and Sokoloff (2002); Acemoglu, Johnson, and Robinson (2001) —, soulignent que ce qui détermine avant tout le niveau de revenu d'un pays, c'est la qualité de ses institutions, ce que Hall et Jones appellent l'«infrastructure sociale». L'expression la «règle des institutions» (Rodrik, Subramanian, and Trebbi, 2004) illustre l'importance accordée aux institutions comme facteurs de croissance déterminants.

Il est intéressant de savoir que les institutions influent sur le niveau de revenu et la croissance courante. Mais les décideurs n'en

sont pas plus avancés, car personne ne sait très bien comment rehausser la qualité des institutions et, de l'avis de beaucoup, celle-ci est déterminée par des processus historiques de très longue haleine. Comme le dit un économiste (qui restera anonyme) : «On peut définir les politiques comme ce qui peut être changé à dessein, et les institutions comme ce qui ne peut pas l'être.»

Perspectives : état et transition

*You can't always get what you want,
But if you try sometimes you might find,
You get what you need.
The Rolling Stones*

Compte tenu des graves déficiences des travaux sur la croissance, je conclurai en proposant une nouvelle direction pour les travaux futurs. Étant donné que personne, y compris moi-même (Pritchett, 2003), n'a produit une version complète et satisfaisante de ce que je propose (même si les premiers travaux de Michal Jerzmanowski sont prometteurs), je m'expose à la même critique que celle que Wolfgang Pauli a adressée à Werner Heisenberg lorsque celui-ci a annoncé qu'il avait trouvé une nouvelle théorie dont manquaient seulement les détails techniques. Dans une lettre à un ami, Pauli écrivait : «Ceci prouvera au monde que je peux peindre comme Le Titien», suivi d'un rectangle vide dessiné à la main et accompagné du commentaire suivant : «Seuls manquent les détails techniques.» Ma proposition repose sur l'idée fondamentale que les économies sont dans des «états» différents et que, par conséquent, la dynamique de la croissance n'est donc pas partout la même, et que la dynamique de la transition d'un état à un autre diffère de la dynamique à l'intérieur d'un même état.

Supposez que vous avez un seau d'eau. Vous le soulevez et vous le retournez. Où va l'eau? La réponse est tellement évidente que le lecteur attentif subodore la question-piège. Si l'eau est gelée, elle restera sans doute dans le seau. Si elle est vaporisée, elle restera emprisonnée dans le seau quand il sera retourné. On le voit, les équations concernant le mouvement de l'eau (ou de toute autre substance) dépend de l'état dans lequel elle se trouve : solide, liquide ou vapeur. Qu'est-ce qui détermine le passage de l'eau d'un état à l'autre? Eh bien, une application de chaleur lui fera changer d'état, mais seulement de façon discontinue : l'eau se comporte à peu près de la même manière à 2° et à 35°, mais, entre 0° et 40°, la différence de comportement est frappante. Les équations du mouvement de l'eau dans un certain état ne sont pas valables lorsque l'eau est dans un autre état, et l'eau ne réagit pas du tout de la même manière à la chaleur selon que celle-ci est appliquée pendant que l'eau est dans un état particulier ou pendant son passage d'un état à l'autre.

On peut considérer la théorie de la croissance comme une tentative de formaliser les équations du mouvement de la production globale, et les observations empiriques de la croissance comme une tentative connexe d'estimer ces équations de mouvement, y compris les fonctions de réaction aux impulsions, qui montrent comment la production réagit à différents chocs (par exemple l'action des pouvoirs publics, les institutions, la géographie, les prix et le progrès technique). La question «Comment réagit la croissance de la production lorsque les obstacles tarifaires ou l'inflation diminuent?» pourrait en principe avoir une seule réponse théorique et empirique. Si l'on peut assimiler la France et le Népal à de l'eau à l'état liquide, on peut concevoir comme valables une théorie et une approche empirique de la croissance

qui traitent la France et le Népal comme deux pays génériques. À mes yeux, il est beaucoup plus probable que la dynamique de la croissance est caractérisée par des équations de mouvement au sein d'un même état et des équations déterminant le passage d'un état à l'autre.

À tous les faits stylisés empiriques concernant la croissance de plusieurs pays on peut faire correspondre un modèle global comprenant cinq états (Pritchett, 2003). Chaque état est caractérisé par le taux de croissance et le niveau de revenu typiques : aux extrêmes, les pays industriels avancés (revenu élevé, croissance régulière) et les pays pauvres (revenu faible, pas de croissance), les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire ayant trois autres états possibles : convergence rapide, croissance non convergente et effondrement. Au sein de chaque état, il peut y avoir croissance plus ou moins rapide (par exemple, la France peut se développer plus ou moins vite à l'état de pays industriel avancé, et la Colombie peut se développer à un rythme plus ou moins rapide à l'état de pays à croissance non convergente), et les équations de mouvement indiquées pour cet état s'appliqueraient.

Le passage d'un état à l'autre est déterminé par une dynamique distincte, et les probabilités du passage d'un état à l'autre ne sont ni égales (pour un pays à l'état de croissance non convergente, la probabilité de passer à l'état d'effondrement n'est pas la même que celle de passer à l'état de convergence rapide), ni symétriques (la probabilité de passer à l'état industriel avancé n'est pas la même que celle de perdre ce statut).

C'est là un programme ambitieux pour les travaux sur la croissance, car il ne s'agit plus d'une seule théorie, mais d'un ensemble de théories de la croissance (une pour chaque état) et de théories de transition (on peut imaginer une théorie pour le passage de chaque état à chaque autre). Jusqu'à présent, le débat sur la croissance endogène et exogène avait surtout pour but d'identifier la dynamique du mouvement d'un pays comme la France ou les États-Unis à l'état industriel avancé, et non de sortir du piège de la pauvreté ou de susciter un boom de la croissance.

Ce programme exige aussi une approche empirique qui, au lieu de partir de l'idée qu'il s'agit d'estimer les paramètres d'un simple ensemble d'équations de mouvement, conçoit plutôt les régressions de croissance comme un premier ensemble descriptif de corrélations partielles pour divers horizons qui révèlent des schémas de relations masquant une dynamique plus complexe (ce qui explique les différences entre pays et le manque de robustesse des régressions de croissance). Autrement dit, si un certain niveau de corruption est associé à une croissance plus faible, cela est-il dû au fait que, dans chaque état, la corruption fait diminuer le taux de croissance, ou bien au fait que la corruption accroît la

probabilité de quitter un état souhaitable (par exemple passage de l'état de convergence rapide à l'état d'effondrement) et réduit la probabilité de passer à un état souhaitable?

En se conformant à ce programme ambitieux, les économistes répondront davantage aux besoins des décideurs, qui veulent une stratégie de croissance correspondant à leur situation particulière. Cette stratégie serait centrée sur les actions visant à réduire les contraintes qui empêchent un pays de passer de l'état dans lequel il se trouve à un état meilleur (par exemple, de l'effondrement à une croissance non convergente, ou de la pauvreté à une convergence rapide). Il sera bien plus difficile d'élaborer une politique à partir de cette stratégie que de lire une simple liste de mesures tirées de corrélats partiels dans une régression de croissance et de dire «c'est ça qu'il faut faire!». Après tout, les conseils devront être adaptés à la situation et au potentiel de chaque pays, et ils devront être propres à son état courant, sur la base de données empiriques limitées. Il s'ensuit que l'élaboration de ces conseils relèvera autant de l'art que de la science, mais le jeu en vaut la chandelle s'il permet aux décideurs d'obtenir ce dont ils ont besoin. ■

Lant Pritchett est socio-économiste principal au Bureau régional de la Banque mondiale à New Dehli. Il a été maître de conférence en politique publique à la Kennedy School of Government de l'université Harvard (septembre 2000– juillet 2004).

Bibliographie :

- Acemoglu, Daron, Simon Johnson, and James Robinson, 2001, "The-Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation," *American Economic Review*, Vol. 91(December), p. 1369–1401.
- Banque mondiale, 2005, *Economic Growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reforms* (Washington: World Bank).
- Engerman, Stanley, and Kenneth Sokoloff, 2002, "Factor Endowments, Inequality, and Paths of Development Among New World Economies," *NBER Working Paper 9259* (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research); publié également dans *Economia*, Vol. 3 (Fall), p. 41–88.
- Hall, Robert E., and Charles I. Jones, 1999, "Why Do Some Countries Produce So Much More Output per Worker Than Others?" *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 114 (February), p. 83–116.
- Hausmann, Ricardo, Dani Rodrik, and Lant Pritchett, 2004, "Growth Accelerations," *NBER Working Paper No. 10566* (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).
- Jerzmanowski, Michal (à paraître), "Empirics of Hills, Plateaus, Mountains and Plains: A Markov-Switching Approach to Growth," *Journal of Development Economics*. Résumé disponible sur l'Internet : <http://ssrn.com/abstract=755484>.
- Pritchett, Lant, 2003, "A Toy Collection, a Socialist Star and a Democratic Dud: Growth Theory, Vietnam, and the Philippines," in *In Search of Prosperity: Analytical Narratives on Economic Growth*, edited by Dani Rodrik (Princeton, New Jersey: Princeton University Press).
- Rodrik, Dani, Arvind Subramanian, and Francesco Trebbi, 2004, "Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development," *Journal of Economic Growth*, Vol. 9 (June), p. 131–165.
- Romer, Paul M., 1983, "Dynamic Competitive Equilibria with Externalities, Increasing Returns and Unbounded Growth," *Journal of Monetary Economics*, Vol. 26, p. 47–75.
- Solow, Robert, 1971, *Growth Theory: An Exposition* (New York and Oxford: Oxford University Press).